

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 9 avril 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "réglant les modalités de la gestion des billets à l'occasion des matches de football", a donné le 14 avril 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 april 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de regels voor het ticketbeheer ter gelegenheid van voetbalwedstrijden", heeft op 14 april 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"(l'urgence est motivée) ... par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football, tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risquant de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration.".

*

*

*

OBSERVATION GENERALE

L'article 1er, 4°, définit "le distributeur (de titres d'accès ou d'abonnements)" comme étant "l'organisateur lui-même ou la personne physique ou morale habilitée par l'organisateur à revendre ou à offrir des titres d'accès ou des abonnements".

L'article 13 du projet traite de l'"accréditation" du distributeur par "l'organisateur".

.../...

Par contre, les dispositions du projet qui fixent les conditions de distribution des titres d'accès aux matches entre des équipes de première division nationale ou entre une équipe de première et une équipe de deuxième division nationale (articles 16 à 18), ou aux matches internationaux (article 19) ne font plus mention des "distributeurs".

L'article 18, § 1er, prévoit, en effet, que les titres d'accès pour les matches entre des équipes de première division ou entre une équipe de première et une équipe de deuxième division, sont mis à disposition au secrétariat de l'organisateur, dans des points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur, aux guichets du stade ou par l'intermédiaire de partenaires commerciaux de l'organisateur.

Quant à l'article 19, relatif aux matches internationaux, il prévoit que les titres d'accès sont délivrés par l'organisateur, ou par l'intermédiaire des partenaires commerciaux de l'organisateur.

Selon le fonctionnaire délégué, les "points de vente décentralisés reconnus par l'organisateur" ne sont pas à considérer comme des distributeurs devant être habilités par l'organisateur conformément à l'article 13. Il s'agit plutôt de lieux, autres que son "secrétariat", où l'organisateur met à disposition des titres d'accès.

Quant aux "partenaires commerciaux de l'organisateur", il s'agirait, toujours selon le fonctionnaire délégué, des "sponsors" de l'organisateur, qui acquièrent un

.../...

certain nombre de titres d'accès pour les distribuer à des fins publicitaires. Ces "sponsors" ne seraient pas non plus à considérer comme des distributeurs.

Il en résulte que le projet traduit plutôt maladroitement l'intention de ses auteurs et est source d'insécurité juridique.

Le Conseil d'Etat ne perçoit, en effet, pas dans quelles conditions (nombre de tickets, enregistrement des données) une personne autre que l'organisateur, mais agréée par celui-ci, pourrait délivrer des titres d'accès.

Par ailleurs, en l'absence de définition spécifique, le terme "secrétariat" pourrait recouvrir tout endroit où l'organisateur décide de mettre en vente des titres d'accès, rien n'empêchant un organisateur d'avoir plusieurs "secrétariats". De même, en l'absence d'une telle définition, le terme "partenaires commerciaux" pourrait viser, par exemple, une agence de voyage qui acquiert des titres de l'organisateur pour les revendre à des clients ...

Le projet doit donc être revu de manière à ce que soient bien précisées la qualité et les obligations des différents intervenants dans la distribution des titres d'accès.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 10

L'article 10 instaure la responsabilité solidaire et indivisible de l'acheteur du titre d'accès ou de l'abonnement avec son détenteur, "pour tout dommage causé par ce dernier dans les endroits auxquels ce titre ou cet abonnement donnent accès".

Le Roi est incompétent pour déroger aux principes de la responsabilité civile établis par les articles 1382 et suivants du Code civil.

L'article 10 du projet doit donc être omis.

Article 12

Paragraphe 1er

1. Au 1°, les termes "afin d'exclure la double vente" prêtent à confusion.

Selon le fonctionnaire délégué, l'enregistrement de toute distribution des titres d'accès doit avoir pour but d'éviter que deux ou plusieurs titres d'accès ne soient mis en vente pour une même place dans le stade.

.../...

Le texte doit être revu pour mieux traduire cette intention.

2. Au 4°, le retrait de l'abonnement aux personnes auxquelles une interdiction de stade a été imposée est une sanction accessoire non prévue par la loi. Il résulte, en effet, de l'article 10 du projet que l'abonnement n'est pas intuitu personae et qu'il peut donc être cédé. Cette disposition doit, dès lors, être omise, sauf à prévoir le cas échéant un remboursement total ou partiel du prix de l'abonnement.

Paragraphe 2

Cette disposition prévoit la communication à l'organisateur par la fédération sportive coordinatrice des données personnelles des personnes à qui a été imposée une interdiction de stade.

L'article 45 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football dispose :

"Chaque décision imposant une interdiction administrative ou judiciaire de stade ou une interdiction de stade à titre de mesure de sécurité est communiquée à un fonctionnaire désigné par le Roi, selon les modalités déterminées par le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur.

Aux fins du contrôle du respect de l'interdiction de stade imposée, le fonctionnaire ne peut communiquer à la fédération sportive coordinatrice ou à l'organisateur que les données strictement nécessaires à l'identification de la personne qui fait l'objet d'une

.../...

telle interdiction de stade. Le Roi en précise les modalités, après avis de la commission pour la protection de la vie privée."

Le projet n'ayant pas été soumis à l'avis de la commission pour la protection de la vie privée, l'article 12, § 2, doit être omis.

La même observation vaut pour les articles 13, alinéa 2, et 14.

Articles 18 et 19

S'il peut se concevoir que l'obligation d'enregistrer l'identité (1) et le "choix de supporter" (2) relève de la "gestion des billets", visée par l'article 10, alinéa 1er, 5°, de la loi du 21 décembre 1998 précitée, il n'en va pas de même de la communication systématique de ces données aux services de police.

Pour se conformer à l'article 22 de la Constitution, cette communication doit être prévue par le législateur lui-même.

(1) Encore conviendrait-il de préciser les données personnelles (nom, prénom, ...) devant être enregistrées.

(2) Cette notion devrait être précisée dans le texte, et pas seulement dans le rapport au Roi. Il est en effet encore possible d'assister à un match de football sans être un "supporter".

Articles 21 et 22

Ces deux dispositions prévoient que lorsque le bourgmestre de la commune dans laquelle se déroule le match qualifie celui-ci de match à surveillance accrue, l'organisateur fait appel, contre rémunération, à une équipe d'identification et à une équipe d'arrestation du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade ou à une équipe d'arrestation de ce service, selon qu'il y va d'une rencontre opposant deux équipes de première division ou une équipe de première division à une équipe de deuxième division ou deux équipes de deuxième division.

L'article 10, alinéa 1er, 5°, de la loi précitée du 21 décembre 1998, visé dans l'alinéa 1er du préambule en projet, ne peut servir de fondement légal aux articles examinés. En effet, cette disposition légale habilite le Roi à régler les modalités de gestion des billets, ce qui couvre "la confection des titres d'accès, leur distribution, le contrôle de l'accès et le contrôle de la validité et de la détention régulière des titres d'accès", mais ne L'autorise pas à prendre des mesures qui ont trait au maintien de l'ordre.

Ne constitue pas davantage un fondement suffisant l'article 10, alinéa 1er, 4°, qui impose aux organisateurs de prendre des mesures de sécurité visant à garantir la sécurité du public et des services de police et de secours mais uniquement par la gestion des flux de spectateurs, la séparation des spectateurs rivaux et la mise en oeuvre concrète du règlement d'ordre intérieur.

.../...

Par contre, l'article 10, alinéa 2, peut constituer un tel fondement, en tant qu'il habilite le Roi à arrêter des dispositions concrètes additionnelles en vue de garantir la sécurité des spectateurs et le déroulement paisible du match, lesquelles doivent être confirmées par la loi dans les douze mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté portant ces dispositions.

En effet, l'examen des travaux parlementaires relatifs à cette disposition fait apparaître que le texte de l'avant-projet de loi ne prévoyait pas la confirmation législative des dispositions concrètes additionnelles arrêtées par le Roi et que c'est à la suite d'une observation de la section de législation quant au caractère inadmissible d'une habilitation aussi large que le texte déposé par le Gouvernement a été complété en ce sens (1). Aucune autre restriction n'a été apportée au pouvoir du Roi que le Ministre de l'Intérieur a assimilé à un "véritable pouvoir spécial" lors de la discussion du projet en commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre (2).

L'alinéa 1er du préambule de l'arrêté en projet doit, en conséquence, être complété par l'indication de l'alinéa 2 de l'article 10 de la loi du 21 décembre 1998 et le dispositif, par une disposition prévoyant la confirmation législative des articles examinés dans les douze mois de l'entrée en vigueur du projet.

(1) Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1572/1, pp. 10, 32 et 50.

(2) Doc. parl., Chambre, session 1997-1998, n° 1572/5, pp. 26 et 27.

Par ailleurs, d'un point de vue rédactionnel, il serait préférable de supprimer le dernier alinéa de chacune des dispositions examinées et de mieux faire apparaître du texte de l'article 21, alinéa 1er, et de l'article 22, alinéa 2, que l'organisateur, dans l'hypothèse envisagée d'un match à surveillance accrue, demande, dans les conditions prévues par l'article 223bis de la nouvelle loi communale, par l'article 70bis, § 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, ou, lorsque ces dispositions seront entrées en vigueur, par les articles 90 et 115, § 2, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'intervention, selon le cas, d'une équipe d'identification et d'une équipe d'arrestation ou d'une équipe d'arrestation du service de police chargé du maintien de l'ordre dans le stade.

Article 25

L'article 25 doit être omis vu le danger qu'il représente pour la sécurité juridique.

Il convient à l'auteur du projet d'adopter le moment venu un arrêté modificatif de l'arrêté présentement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

Compte tenu de cette observation, la référence à l'article 25 du projet contenue à l'article 23 doit être omise.

.../...

Observation finale

Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief aldus :

"(l'urgence est motivée) ... par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football, tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risquant de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration."

*

* *

ALGEMENE OPMERKING

In artikel 1, 4°, wordt "distributeur (van toegangsbewijzen of abonnementen)" omschreven als "de organisator zelf of de natuurlijke of rechtspersoon door de organisator gemachtigd tot het doorverkopen of wegschenken van toegangsbewijzen of abonnementen".

.../...

Artikel 13 van het ontwerp betreft de "accreditering" van de distributeur door "de organisator".

Het woord "distributeur" komt daarentegen niet meer voor in de bepalingen van het ontwerp waarin de voorwaarden worden gesteld voor de distributie van toegangsbewijzen voor wedstrijden tussen ploegen van de eerste nationale afdeling of tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede nationale afdeling (artikelen 16 tot 18), of nog voor internationale wedstrijden (artikel 19).

Artikel 18, § 1, bepaalt immers dat toegangsbewijzen voor wedstrijden tussen ploegen van de eerste afdeling of tussen een ploeg van de eerste en een ploeg van de tweede afdeling, ter beschikking worden gesteld op het secretariaat van de organisator, in de door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten, aan de loketten van het stadion of via de commerciële partners van de organisator.

Artikel 19, dat betrekking heeft op internationale wedstrijden, bepaalt dat de toegangsbewijzen worden afgegeven door de organisator of ter beschikking worden gesteld via de commerciële partners van de organisator.

Volgens de gemachtigde ambtenaar mogen de "door de organisator erkende gedecentraliseerde verkooppunten" niet beschouwd worden als distributeurs die overeenkomstig artikel 13 door de organisator gemachtigd moeten zijn. Het gaat veeleer om andere plaatsen dan het "secretariaat" van

.../...

de organisator, waar hij toegangsbewijzen ter beschikking stelt.

Met "commerciële partners van de organisator" zouden, nog altijd volgens de gemachtigde ambtenaar, de "sponsors" van de organisator worden bedoeld, die een bepaald aantal toegangsbewijzen verkrijgen om voor reclamedoeleinden uit te delen. Die sponsors zouden evenmin als distributeurs mogen worden beschouwd.

Bijgevolg is het ontwerp een vrij ongelukkige weergave van de bedoeling van de stellers ervan en leidt het tot rechtsonzekerheid.

Het is de Raad van State namelijk niet duidelijk onder welke voorwaarden (aantal biljetten, registratie van de gegevens) iemand die niet de organisator is, maar door de organisator is erkend, toegangsbewijzen mag afgeven.

Bovendien kan het begrip "secretariaat", bij gebrek aan een specifieke begripsbepaling, op elke plaats slaan waar de organisator toegangsbewijzen besluit te verkopen, waarbij niets hem belet verscheidene "secretariaten" te hebben. Ook het begrip "commerciële partners" kan, bij gebrek aan een zodanige definitie, bijvoorbeeld op een reisbureau slaan, dat van de organisator toegangsbewijzen verkrijgt om ze aan klanten door te verkopen ...

Het ontwerp moet dus zodanig worden herzien dat de hoedanigheid en de verplichtingen van de verschillende

.../...

personen die betrokken zijn bij de distributie van toegangsbewijzen, duidelijk worden omschreven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 10

Artikel 10 bepaalt dat de koper van een toegangsbewijs of een abonnement hoofdelijk en ondeelbaar aansprakelijk is met de houder ervan "voor elke schade veroorzaakt door deze laatste op de plaatsen waartoe dit bewijs of dit abonnement toegang verlenen".

De Koning is niet bevoegd om af te wijken van de beginselen van burgerrechtelijke aansprakelijkheid vervat in de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 10 van het ontwerp moet dus vervallen.

Artikel 12

Paragraaf 1

1. In 1° leiden de woorden "teneinde dubbel gebruik uit te sluiten" tot verwarring.

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet de registratie van elke distributie van toegangsbewijzen tot doel hebben te voorkomen dat twee of meer toegangsbewijzen voor éénzelfde plaats in het stadion worden verkocht.

De bepaling moet zo worden herzien dat die bedoeling beter tot uiting komt.

2. Het intrekken van het abonnement van personen aan wie een stadionverbod is opgelegd, vermeld in 4°, is een bijkomende straf die niet bij de wet is bepaald. Uit artikel 10 van het ontwerp blijkt immers dat een abonnement niet intuitu personae is en dus overdraagbaar is. Deze bepaling moet dus vervallen, tenzij in voorkomend geval wordt bepaald dat de prijs van het abonnement geheel of gedeeltelijk terugbetaald wordt.

Paragraaf 2

In deze bepaling staat dat de overkoepelende sportbond aan de organisator de persoonsgegevens meedeelt van de personen aan wie een stadionverbod is opgelegd.

Artikel 45 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden bepaalt :

"Elke beslissing waarbij een administratief of gerechtelijk stadionverbod of een stadionverbod als beveiligingsmaatregel wordt opgelegd, wordt medegedeeld aan een door de Koning aangewezen ambtenaar, volgens de modaliteiten bepaald door de minister van Justitie en de minister van Binnenlandse Zaken.

De ambtenaar kan, ter controle van de naleving van het opgelegde stadionverbod, uitsluitend die gegevens mededelen aan de overkoepelende sportbond of aan de organisator, die noodzakelijk zijn voor en beperkt zijn tot de identificatie van de persoon die het voorwerp uitmaakt van een dergelijk stadionverbod. De Koning bepaalt, na advies van de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels daarvoor."

Aangezien het ontwerp niet om advies aan de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is voorgelegd, moet artikel 12, § 2, vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, tweede lid, en voor artikel 14.

Artikelen 18 en 19

Het is weliswaar aannemelijk dat de verplichting om de identiteit (1) en de "supporterskeuze" (2) te registreren deel uitmaakt van het "ticketbeheer" genoemd in artikel 10, eerste lid, 5°, van de genoemde wet van 21 december 1998, maar dat geldt niet voor het stelselmatig ter beschikking stellen van die gegevens aan de politiediensten.

Om te voldoen aan artikel 22 van de Grondwet moet de wetgever zelf in die terbeschikkingstelling voorzien.

(1) Wel dient te worden gepreciseerd welke persoonsgegevens (naam, voornaam, ...) geregistreerd moeten worden.

(2) Dit begrip zou nader omschreven moeten worden in de regelgeving, en niet alleen in het verslag aan de Koning. Het is immers nog altijd mogelijk een voetbalwedstrijd bij te wonen zonder "supporter" te zijn.

Artikelen 21 en 22

In deze beide bepalingen wordt gesteld dat, wanneer de burgemeester in wiens gemeente de wedstrijd zich afspeelt, deze wedstrijd kwalificeert als een wedstrijd met verhoogd toezicht, de organisator, tegen betaling, een beroep doet op een identificatieteam en een arrestatieteam van de politiedienst die zorgt voor de ordehandhaving in het stadion of alleen op een arrestatieteam van die dienst, naar gelang het gaat om een wedstrijd tussen twee ploegen van de eerste afdeling of tussen een ploeg van de eerste afdeling en een ploeg van de tweede afdeling of twee ploegen van de tweede afdeling.

Artikel 10, eerste lid, 5°, van de genoemde wet van 21 december 1998, genoemd in het eerste lid van de ontworpen aanhef, kan niet als rechtsgrond dienen voor de onderzochte artikelen. Deze wetsbepaling machtigt de Koning immers om de nadere regels voor het ticketbeheer vast te stellen, wat "het aanmaken van de toegangsbewijzen, de distributie ervan, de toegangscontrole en de controle op de geldigheid en op het regelmatig bezit van de toegangsbewijzen" omvat, maar niet om maatregelen uit te vaardigen die betrekking hebben op de ordehandhaving.

Artikel 10, eerste lid, 4°, dat de organisatoren verplicht veiligheidsmaatregelen te nemen om de veiligheid van het publiek en van de hulp- en politiediensten te waarborgen, maar alleen door de beheersing van de beweging van toeschouwers, de scheiding van rivaliserende toeschouwers, en de concrete tenuitvoerlegging van het "reglement van inwendige orde", biedt evenmin een afdoende rechtsgrond.

.../...

Artikel 10, tweede lid, daarentegen kan zulk een rechtsgrond bieden, aangezien het de Koning machtigt aanvullende concrete bepalingen uit te vaardigen om de veiligheid van de toeschouwers en het vreedzame verloop van de wedstrijd te garanderen, bepalingen die binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding van het besluit dat die bepalingen bevat, door de wetgever bekrachtigd moeten worden.

Uit onderzoek van de parlementaire voorbereiding met betrekking tot deze bepaling blijkt immers dat in de tekst van het voorontwerp van wet geen sprake was van bekrachtiging door de wetgever van de concrete aanvullende bepalingen die door de Koning worden uitgevaardigd, en dat de door de Regering ingediende regeling in die zin is aangevuld naar aanleiding van een opmerking van de afdeling wetgeving dat zulk een ruime machtiging onaanvaardbaar is (1). Er is geen enkele andere beperking gesteld op de bevoegdheid van de Koning, die door de Minister van Binnenlandse Zaken bij de bespreking van het ontwerp in de Kamercommissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt met een "echte bijzondere macht" is gelijkgesteld (2).

Het eerste lid van de aanhef van het ontworpen besluit moet bijgevolg aangevuld worden met de vermelding van artikel 10, tweede lid, van de wet van 21 december 1998,

(1) Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1572/1, blz. 10, 32 en 50.

(2) Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1572/5, blz. 26 en 27.

en het dispositief met een bepaling luidens welke de onderzochte artikelen binnen twaalf maanden na de inwerking-treding van het ontwerp door de wetgever bekrachtigd moeten worden.

Daarnaast zou het, uit redactioneel oogpunt, verkieslijk zijn het laatste lid van elk van de onderzochte bepalingen te schrappen en ervoor te zorgen dat uit de tekst van artikel 21, eerste lid, en artikel 22, tweede lid, duidelijker blijkt dat de organisator, in het genoemde geval van een wedstrijd met verhoogd toezicht, onder de voorwaarden bepaald in artikel 223bis van de nieuwe gemeentewet, in artikel 70bis, § 2, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, of, wanneer die bepalingen in werking zullen zijn getreden, in de artikelen 90 en 115, § 2, van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, de hulp inroept van een identificatieteam en een arrestatieteam van de politiedienst die zorgt voor de ordehandhaving in het stadion of alleen van een arrestatieteam van die dienst, naar gelang van het geval.

Artikel 25

Artikel 25 moet vervallen aangezien het de rechts-zekerheid in het gedrang brengt.

De steller van het ontwerp dient te gepasten tijde een besluit uit te vaardigen tot wijziging van het besluit dat thans voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd.

.../...

Vanwege deze opmerking moet in artikel 23 de verwijzing naar artikel 25 van het ontwerp vervallen.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp is op verscheidene plaatsen van het ontwerp op zijn minst voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld en onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden de hierna volgende tekstvoorstellen gedaan :

Artikel 1

In de inleidende zin schrijve men naar gewoonte "verstaan onder" in plaats van "begrepen onder", aangezien "begrepen onder" een andere betekenis heeft. Voorts schrijve men in 2° en 3° "welke" en niet "dewelke". Voorts zou in 2° het in deze betekenis afgekeurde woord "toelaat" vervangen moeten worden door de woorden "in staat stelt". In 6° ten slotte schrijve men "afgegeven" of "uitgereikt" in plaats van "afgeleverd", dat in deze context als niet-correct wordt aangemerkt.

Artikel 11

Aangezien "globaal" normaal "bij benadering" betekent en "compartimenteel" o.m. niet in Van Dale, GWNT, voorkomt, wordt voorgesteld te schrijven : "de veiligheids-capaciteit, beschouwd in totaal of per compartiment" in plaats van "de globale en de compartimentele veiligheids-capaciteit".

.../...

Artikel 12

Gelijk gebruikelijk is in de wetgevingstechniek zou in paragraaf 1 de onvoltooid tegenwoordige tijd gebruikt moeten worden, niet de onvoltooid toekomstige tijd. In 1° zou het correcter en juister zijn "kosteloze verstrekking" te schrijven, in plaats van "kosteloze verdeling".

Artikel 16

Het woord "voorleggen" zou in casu vervangen moeten worden door de term "overleggen". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17.

Artikel 22

In plaats van "te gebeuren" zou het correcter zijn te schrijven "te geschieden" of "te worden uitgevoerd".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par M. C. NIKIS,
référéndaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. NIKIS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN